

<http://divergences.be/spip.php?article1362>



Jacques Langlois

L'idée de pouvoir chez Sarkocescu

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - N° 16. Septembre 2009 - Français - Résistances et critiques -

Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Tsarko ne s'exprime guère sur le sujet à part sa lancinante demande de respecter l'Etat de droit et ses représentants légitimes parce qu'ils ont été élus et son leitmotiv : la légitimité est au parlement et à l'Elysée et non dans la rue. Il est vrai qu'un avocat d'affaires est peu familier de la philosophie politique. Donc, en fait, l'idée de pouvoir chez notre nanoprésident se lit dans ses pratiques. Elles convergent.

Notre Conducator a une idée très particulière du pouvoir ; du moins le croit-il en ignorant que sa rupture en ce domaine le rétrograde au rang des conceptions les plus éculées ; celles-ci bien entendu continuent de dominer dans les esprits mégalomanes des chefs ou autres « manageurs » pour la plupart autoproclamés.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L266xH400/Fillette_1-5-09_2908-8ee25.jpg

Pour notre Lider (minimo ?) Maximo, Hun francisé de deuxième génération, le pouvoir c'est le droit de commander en étant obéi par les assujettis, sinon les sujets du monarque élu (eh oui, il y a des monarchies électives contrairement à ce qui a été répondu à Joffrin, du baveux *Libération* ; il faut faire un peu de grec : monarchie signifie seulement gouvernement d'un seul). D'où vient ce droit chez Tsarkocescu 1er ? Elémentaire, mon cher François Fion : ce droit lui est conféré par le fait qu'il a été élu.

Ce faisant, notre Caudillo confond deux notions : l'autorité et le pouvoir. L'autorité procède de la base vers le sommet ; elle se mérite ; elle est consentement à obéir à celui qui la détient. Le pouvoir, lui, émane du haut et descend sur la base ; il s'impose au besoin par la force, il s'exerce. Le pouvoir du chef est revendiqué comme attribution personnelle par nomination. L'autorité émane de la collectivité et repose sur un critère socialement reconnu de légitimité qui la fonde. Ce critère, si j'en crois Max Weber, peut être la compétence, la tradition ou le charisme ou aura personnelle. Dans le cas de notre Leader (price), ce ne peut être la tradition (à la place on a la trade-iction, l'addiction au commerce) puisqu'il la récuse au nom de la rupture. Est-ce son charisme ? J'en doute fort car il n'a rien du général de Gaulle (grand, cultivé, merveilleux écrivain, respectueux de la tradition républicaine et réformateur social, homme de conviction et de négociation, etc.), ni même de Pétain qui était auréolé par la victoire de Verdun et son physique de beau vieillard en pleine forme.

Rappelons que normalement les titulaires provisoires du pouvoir suprême font preuve de retenue, de distance, de recul, de mystère, de majesté, ce qu'il a clairement aboli, notamment dans son langage vulgaire et sa syntaxe approximative. L'usage des talonnettes et, paraît-il, d'un coach en musculation du périnée (en tant que petit père inné du peuple), l'affichage bling bling à Rolex et à Ray-Ban, l'agitation des mouvements et des paroles, les colères contre les collaborateurs défaillants à ses yeux, l'affichage médiatique de sa nouvelle moitié si « pipole », la monopolisation de tous les pouvoirs comme s'il craignait d'en perdre la maîtrise, etc., tout cela ne plaide pas en faveur de son charisme. Tout se passe comme s'il pressentait qu'il n'en avait pas et qu'il lui faut des béquilles et des artifices pour le cacher.

Reste la compétence. Eh bien, pas non plus : en dehors du droit des affaires (sachant qu'il piétine allégrement le reste du droit, avec sa sbire Arachid Data, notamment pour les principes généraux du droit et l'indépendance de l'autorité judiciaire, la dernière innovation étant de remplacer la culpabilité prouvée par la "dangerosité", ce qui exclut toute présomption d'innocence), il ne me paraît pas avoir des compétences en économie, en finance, en philosophie politique, en matière religieuse, en sociologie, etc. Par ailleurs, le Führer (de vivre) n'a pas encore compris qu'on « ne change pas la société par décret » (titre célèbre de Crozier, il y a bien 40 ans) : il faut négocier, discuter, mettre en débat public, prendre son temps pour ne pas bousculer les acquis sociaux et les traditions sans contrepartie et susciter des résistances (encore que... avec la complicité des syndicats fantoches et du social-libéralisme comprador du PS, notre grand chef ne risque pas grand-chose dans le domaine institutionnel). La résistance, faute

de relais syndical ou politique, a lieu dans la rue. D'où la plainte du Prince : j'ai le pouvoir de l'Etat de droit (lire : j'ai le droit, par mon état, de tenir les rênes du pouvoir) par suite des élections de 2007, et ce n'est donc pas à la rue d'invalider ledit pouvoir qui m'a été légalement attribué.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH310/Arretons_1-5-09_2165-8a4b0.jpg

Ce qui ajoute un quatrième critère à la liste de Weber : la légalité ; objection, votre Altesse peu sérénissime, la légalité ne confère pas l'autorité parce qu'elle n'est pas un principe de légitimité. La loi n'a jamais été le critérium du juste, du bon, du bien ; elle n'est que le moyen dont disposent les représentants politiques pour établir un ordre juridique ; la loi établie n'est que le droit « positif » en place, qui peut parfaitement être illégitime parce qu'il peut violer la morale, les mœurs, la culture, l'histoire, la justice, les intérêts du plus grand nombre...

Du reste, quelle légalité y a-t-il dans un mode de scrutin parfaitement inique et le bidouillage des circonscriptions électorales, la mainmise sur le parlement avec des députés godillots, le primat des décrets et ordonnances de l'exécutif sur la loi votée ? Quelle légitimité y-a-t-il dans les lois que notre Conducator a fait voter et qui torpillent le droit social, le droit du travail, la fiscalité progressive, la sécurité sociale et l'hôpital public, l'université et la recherche au profit d'une optique libérale et managériale sans restriction ? Ce Lider électif continue d'importer en France le modèle hyper-libéral anglo-saxon, alors même qu'il vient de faire faillite, contre le modèle social français établi dans la résistance (programme du Conseil National de la Résistance, CNR) qui est détricoté en contrebande. Voilà sa rupture, mais elle est illégitime (et faite sournoisement) parce que le peuple ne l'a pas élu pour cela.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L255xH239/pouvoir_maudit-d2504.jpg

Qu'est-ce alors que le pouvoir pour lui puisqu'il ne dispose ni de l'autorité ni de la légitimité ? La question est d'importance puisqu'il est un tenant, obsolète, archaïque, réactionnaire, de l'unicité du commandement édicté par le chef, comme à l'armée, ce qui ne l'a pas alarmé. Des chefs, munis du droit absolu de commander et de décider, il en met partout : à l'université, à l'école, au lycée, à l'hôpital. C'est que c'est comme cela qu'il pense le management, lequel est son modèle issu du privé pour la gestion de la chose publique (Res Publica). C'est parce que le chef est nommé personnellement. Par qui ? Par lui, parbleu, afin qu'il applique sa politique et lui fasse allégeance. Et celui qui ne le satisfait pas est tout simplement viré (ce ne sont pas les exemples qui manquent). Le chef pour lui n'est que le délégataire de son propre pouvoir. Il est à son service ; il est sa propriété ; il doit servir ses ambitions. Ce n'est qu'un pion. Son rôle n'est plus de défendre l'intérêt général et de promouvoir le bien public ; il est de réaliser les desseins du big boss qui manage la France. Car le caudillo n'est jamais que le préposé du Kapital.

Mais je m'aperçois que j'ai erré en affublant le big Chief (mol) des épithètes de Caudillo, Lider, etc. Car sa conception du pouvoir est rétrograde par rapport à ces différentes variétés de dictateurs. Ceux-ci prenaient soin de ne pas s'appeler chef mais guide, meneur, conducteur, animateur, afin de cacher leur totalitarisme. Certes Tsarkocescu n'est pas un dictateur et il a au moins le mérite de ne pas cacher la couleur : il ne se prétend pas seulement guide, il affiche son statut de chef alors que même Louis XIV ne disait pas je veux mais nous voulons. Chez lui, c'est « Je » à tout bout de champ. C'est bien de la rupture archi-rétrograde qu'il montre dans ce domaine. En fait, avec lui on revient au féodalisme, à l'idée du pouvoir comme apanage de l'UN (ce que La Boétie avait critiqué dans son Discours sur la servitude volontaire paru au 16ème siècle et sous-titré le Contr' un !). On revient à Attila, roi des Huns. On retourne au pouvoir dans les chefferies comme si les Français formaient un peuple « pas assez entré dans l'histoire ».

Car comme on disait contre Corneille : après Agésilas, hélas ; mais après Attila, holà ; et après Attali, hi hi... Le chef, chez notre chanoine de St-Jean de Latran, ne s'entoure que de béni-oui-oui, de Pathé-Marconi attachés à la voix de leur maître. Dans cette posture, foin de la créativité, de l'initiative et même de la responsabilité. Adieu la coopération, pourtant bien plus efficace que l'autoritarisme et la peur d'être révoqué. Même Berlusconi n'en use pas ainsi : l'Italie n'est pas à sa botte. Et, en fait, le critère de légitimité de Tsarko relève de la méthode Coué : je suis le chef, je suis le chef, etc. par autopersuasion.

L' incompétence du chef, en forme d'ignorance encyclopédique, se voit aussi dans sa conception de son rôle vis-à-vis de l'Etat. Il n'a pas percute que la notion d'Etat a été établie dès le 17ème siècle pour rendre le pouvoir de la société sur elle-même (la souveraineté) indépendant de toute personne, pour rompre avec le double corps du roi (le roi personne physique et le roi incarnation du corps social). L'Etat n'est qu'une fiction juridique pour symboliser la puissance souveraine et la faire passer du potentiel à la structure d'action ; c'est une forme d'organisation symbolique de la souveraineté (forme que l'anarchisme récuse comme tout pouvoir d'Etat). Comme notre chef à tous dit quasiment que l'Etat c'est lui puisqu'il a été légalement élu, on en revient à la personnalisation du pouvoir et de l'Etat, ce que justement les philosophes et les juristes libéraux avaient voulu proscrire dès le 17ème siècle ! Cela, c'est vraiment de la rupture par régression de près de 4 siècles. Ce qu'il n'a pas pigé non plus, c'est que les représentants politiques ne sont pas les propriétaires de l'Etat, encore moins les possesseurs de la souveraineté, mais les détenteurs provisoires de l'exercice du pouvoir d'Etat afin d'utiliser la structure étatique pour conduire l'action politique.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH261/Greve_gene_1-5-09_2116-2aa09.jpg

Car dans la philosophie libérale (que les Anars récusent mais dont le chef se réclame), l'Etat est non seulement impersonnel mais encore pérenne, institutionnalisé dans la très longue durée (ce qui est la définition de l'institution). Les dépositaires momentanés de l'exercice du pouvoir d'Etat sont donc illégitimes dès lors que leur passage au pouvoir se traduit par la coupure avec le passé, l'histoire et la culture du pays et la réduction des possibilités de l'avenir des générations futures à des tripatouillages circonstanciels pour favoriser leurs amis de la finance, de l'entreprise, des médias, du parti, tout en le camouflant suffisamment afin de se faire réélire. Car qui ne voit que le manager en chef de l'entreprise France fait fi du passé et obère le futur pour figer la société dans le modèle néolibéral de « la concurrence libre et non faussée » et la soumission au primat des USA ? Toujours chez nos ancêtres libéraux de la philosophie politique, l'Etat doit être mis au service de l'intérêt général et du bien commun, non à celui d'intérêts particuliers, qui plus est historiquement marqués car le modèle libéralo-capitalisto-financier n'a rien d'universel ni de perpétuel. Il n'a guère que 30 ans...

Notre propriétaire du pouvoir suprême ignore aussi que dans les sociétés libérales complexes, le pouvoir est un réseau formant système. Il n'y a pas le Pouvoir, avec un grand P, mais un système des pouvoirs, une interdépendance des pouvoirs tant en ce qui concerne leur contenu (pouvoir-savoir, pouvoir-avoir, pouvoir d'influence sociale, pouvoir politique), que pour leurs « sujets » de prise en charge (individus, organisations et institutions, entreprises, associations, etc.) et que pour leurs domaines de compétences (police, justice, économie, social, travail, santé, environnement, etc.).

Cette complexité est l'autre nom de l'incertitude qui règne sur le résultat final de la confrontation permanente entre les pouvoirs. Elle ne dépend de personne (hélas, cela percute la coception du pouvoir comme chose personnelle, comme propriété) et pourtant le chef a la fatuité, depuis son petit bureau, de vouloir régenter et contrôler la France, l'Europe, le monde comme s'il lui suffisait de claquer les doigts pour voir aussitôt ses volitions réalisées. Cela n'interdit pas de faire des projets (idée du libéralisme actuel) mais requiert qu'ils soient élaborés collectivement avec tous les acteurs concernés. Mais, lui, il décide de tout tout seul (donc l'autre n'est pour lui qu'un toutou qui danse le one two two) et discute ensuite quand il s'étonne de rencontrer des oppositions. Notre super chef n'a pas compris que, à l'échelle de l'Europe, il n'était pas l'empereur mais seulement le Gauleiter de la France.

Last not least, chez Tsarkocescu le pouvoir, qui est évidemment une relation, est un rapport de domination et de subordination des autres, non un partage et un échange équilibré et symétrique. Du reste, son modèle est clair et même prôné et affiché : c'est celui du lien de subordination entre le manager-chef et l'employé, cher à notre vieux contrat de travail, celui la-même que les sociaux-libéraux en peau de lapin n'ont jamais modifié sur ce point...

Post-scriptum :

Photos 1er mai 2009 (CP)